



SIVOM DU LITTORAL DES MAURES

Chemin des Essarts

83240 CAVALAIRE-SUR-MER

Accord-cadre à bons de commande

SUIVI DU MILIEU RECEPTEUR SITUE DANS L'AIRE D'INFLUENCE DU REJET DE L'EFFLUENT

DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Mars 2025



Groupe MERLIN

Suivi du document :

01250274 – REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Indice	Établi par	Approuvé par	Le	Objet révision
A	O.PINTO GUIMARAES	R.GIRARD/S.LENA	19/03/2025	Établissement

ACCORD CADRE A BONS DE COMMANDE

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

N° d'identification de l'accord-cadre : 2025-02-00

ACHETEUR PUBLIC :

SIVOM DU LITTORAL DES MAURES

REPRESENTANT DE L'ACHETEUR PUBLIC:

M. Le Président

OBJET DE L'ACCORD-CADRE :

**SUIVI DU MILIEU RECEPTEUR SITUE DANS L'AIRE D'INFLUENCE DU REJET
DE L'EFFLUENT**

Sommaire

I.	OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION	6
I.1.	Objet de la procédure.....	6
I.2.	Objet du marché.....	6
I.3.	Décomposition de la consultation	6
I.4.	Forme du marché	7
I.5.	Conditions de participation des concurrents	7
I.6.	Nomenclature communautaire	7
II.	CONDITIONS DE LA CONSULTATION	8
II.1.	Entité adjudicatrice	8
II.2.	Délais d'exécution	8
II.3.	Variantes	8
II.4.	Prestations supplémentaires éventuelles	8
II.5.	Modifications de détail au dossier de consultation	8
II.6.	Délai de validité des offres	8
II.7.	Durée de l'accord-cadre et délais d'exécution des bons de commande	8
III.	CONTENU ET MODALITES DE CONSULTATION DU DOSSIER	9
III.1.	Contenu du dossier de consultation des entreprises	9

III.2.	Modalités de consultation du dossier de consultation.....	9
III.3.	Modalités de présentation des candidatures et des offres	9
III.3.1.	Documents à produire au titre de la candidature	9
III.3.2.	Documents à produire au titre de l'offre	12
III.3.3.	Variantes	12
IV.	RECOURS A D'AUTRES OPERATEURS ECONOMIQUES	13
IV.1.	Opérateurs économiques invoqués à l'appui de la candidature	13
IV.2.	Dispositions concernant la sous-traitance	13
V.	DOCUMENTS JUSTIFICATIFS DE LA REGULARITE FISCALE ET SOCIALE	14
VI.	CONDITIONS DE TRANSMISSION DES PLIS ET SECURISATION DE LA PROCEDURE.....	15
VI.1.	Transmission électronique.....	15
VI.2.	Transmission d'une copie de sauvegarde	16
VII.	EXAMEN DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES	17
VII.1.	Critères d'attribution	17
VII.2.	Sélection et vérification des candidatures	17
VII.3.	Jugement des offres et attribution du marché.....	18
VII.3.1.	Critère 1 : Références pertinentes pour la mission (10 points).....	18
VII.3.2.	Critère 2 : Adéquation des méthodologies et de l'organisation des prestations (40 points) :	18
VII.3.3.	Critère 3 : Adéquation des moyens humains (20 points)	19
VIII.	SIGNATURE DU MARCHE	22
IX.	INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES	23
IX.1.	Renseignements administratifs et techniques	23
IX.2.	Traitement des données personnelles	23

I. OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION

I.1. Objet de la procédure

La procédure concerne un marché à passer par une seule entité adjudicatrice.

Catégorie « services » (prestations intellectuelles).

Il s'agit d'un accord-cadre à bons de commande au sens des articles R 2162-1 à R 2162-6 et R 2162-13 à R 2162-14 du code de la commande publique. L'accord-cadre est mono-attributaire.

La période initiale de l'accord-cadre est sans montant minimum et avec un montant maximum de 300 000.00 € HT, la période de reconduction d'1 an est sans montant minimum et avec un montant maximum de 100 000.00 € HT.

L'accord-cadre confère à son titulaire une clause d'exclusivité pour l'exécution de toutes les prestations rentrant dans son objet.

Les prestations objet du présent accord-cadre seront exécutées au fur et à mesure de l'émission des bons de commande.

Chaque bon de commande précisera celles des prestations décrites dans l'accord-cadre dont l'exécution est demandée ainsi que les quantités à exécuter.

I.2. Objet du marché

L'accord cadre comporte des missions pour le suivi du milieu récepteur situé dans l'aire d'influence du rejet de l'effluent de la station d'épuration des eaux usées de Pardigon.

Lieu d'exécution : Station d'épuration intercommunale de Pardigon - Communes de Cavalaire-sur-Mer et de la Croix-Valmer.

Les bons de commande seront notifiées par le représentant du Maitre d'ouvrage au fur et à mesure des besoins, par ordre de service qui précisera, notamment, les missions confiées et les délais d'exécution.

I.3. Décomposition de la consultation

La mission de suivi du milieu marin comporte les points suivants :

- Contrôle des flux a la mer,
- Caractérisation physico-chimique du sédiment,
- Caractérisation de la qualité chimique de *mytilus-galloprovincialis*,
- Caractérisation des peuplements benthiques,
- Suivi d'espèces particulières,
- Suivi des micropolluants,

- Bancarisation des données,
- Détermination de la fréquence et la périodicité des suivis.

I.4. Forme du marché

La présente consultation pour la passation d'un marché de prestations de service est lancée selon une procédure adaptée visée aux articles L 2120-1-2° ; L 2123-1-1°; R 2123-1-1 ; R 2123-4 à R 2123-7 et est soumise aux modalités de publicité définies à l'article R 2131-12 du code de la commande publique.

La présente procédure est ouverte. Tous les candidats intéressés sont admis à soumissionner.

I.5. Conditions de participation des concurrents

L'attributaire pourra être une entreprise seule ou à un groupement d'entreprises conjointes ou solidaires.

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire. Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché.

En application de l'article R 2142-21-1° du code de la commande publique, il est interdit aux candidats de présenter, pour un même lot, plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements.

Les candidats se présentent dans les conditions suivantes :

- La mission devra se conformer aux règles issues du Code de la Commande Publique.
- Le prestataire devra être doté des compétences juridiques, techniques et financières nécessaires à la réalisation de la mission.

I.6. Nomenclature communautaire

La ou les classifications principales et complémentaires conformes au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) sont :

<i>Classification principale</i>	<i>Classification complémentaire</i>
Services d'ingénierie. (713000001)	

II. CONDITIONS DE LA CONSULTATION

II.1. Entité adjudicatrice

L'entité adjudicatrice contractante est le SIVOM du LITTORAL des Maures.

L'autorité compétente est M. le Président du SIVOM du LITTORAL des Maures.

II.2. Délais d'exécution

Les délais d'exécution sont précisés à l'acte d'engagement et ne peuvent en aucun cas être modifiés.

II.3. Variantes

Les variantes sont interdites. Les soumissionnaires ne pourront proposer qu'une seule solution technique dans le cadre de leur offre. Cette solution doit répondre en tous points à la solution technique de base définie dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

II.4. Prestations supplémentaires éventuelles

Il n'est pas prévu de prestations supplémentaires éventuelles dans le cadre de la présente consultation.

Les prestations supplémentaires qui seraient présentées par les soumissionnaires de leur propre initiative ne seront pas examinées.

II.5. Modifications de détail au dossier de consultation

La personne publique se réserve le droit d'apporter, 7 jours avant la date de remise des offres, des modifications de détails au dossier de consultation. Les concurrents devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les concurrents, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

II.6. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **90** jours.

Il court à compter de la date limite fixée pour la remise des offres mentionnée en page de garde du Cahier des Clauses Administratives Particulières.

II.7. Durée de l'accord-cadre et délais d'exécution des bons de commande

Le marché est conclu pour une durée de 4 ans à compter du jour de sa notification. Il est reconductible 1 fois pour une période d'un an.

Le délai d'exécution des commandes ainsi que tout autre élément indispensable à leur exécution seront fixés lors de l'établissement du bon de commande.

III. CONTENU ET MODALITES DE CONSULTATION DU DOSSIER

III.1. Contenu du dossier de consultation des entreprises

Le présent dossier de consultation comporte les documents suivants :

- Le règlement de la consultation,
- L'acte d'engagement,
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières et ses annexes éventuelles
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières
- Le cadre de bordereau des prix unitaires
- Le cadre du détail estimatif non contractuel

III.2. Modalités de consultation du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises est remis gratuitement à chaque candidat. Il est disponible à l'adresse électronique suivante : www.marches-securises.fr

Les candidats peuvent aussi demander la transmission du dossier de consultation ainsi que d'éventuels documents complémentaires sur un support physique électronique.

III.3. Modalités de présentation des candidatures et des offres

Le dossier à remettre par les candidats sera placé sous enveloppe qui contiendra les documents relatifs à la candidature et à l'offre, présentés sous forme d'un dossier « Candidature » et d'un dossier « Offre ».

Tous les documents constituant ou accompagnant les offres des candidats doivent être entièrement rédigées en langue française. Si les offres des concurrents sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français. Cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

Il est rappelé que les personnes physiques signataires des offres doivent être dûment habilitées à engager les candidats et qu'une même personne ne peut pas représenter plus d'un soumissionnaire pour un même contrat.

Toute candidature et/ou offre non reçue dans les conditions fixées ci-dessus sera écartée.

Elle ne sera pas renvoyée à son expéditeur.

III.3.1. Documents à produire au titre de la candidature

Conformément aux dispositions des articles R 2143-13 et R 2143-14 du code de la commande publique, il est précisé que :

- Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve que le pouvoir adjudicateur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique géré par les candidats, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit,
- Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve qui ont déjà été transmis au service acheteur du pouvoir adjudicateur lors d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Les candidats indiqueront donc le cas échéant dans leur dossier de candidature :

- Les informations nécessaires à la consultation de l'organisme officiel ou de l'espace de stockage numérique ;
- La liste des documents qui seront consultables.

A l'appui de leur candidature, les candidats doivent fournir les documents suivants :

Document	Descriptif
Lettre de candidature (DC1)	Lettre de candidature-Habilitation du mandataire par ses cotraitants le cas échéant (DC1 disponible sur http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics/)
Déclaration du candidat (DC2)	Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement (DC2 disponible sur http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics/) <u>En cas de groupement ou de sous-traitance, bien veiller à remettre un formulaire par co-traitant ou sous-traitant.</u>
Déclaration de sous-traitance (DC4)	Formulaire qui doit être utilisé par les soumissionnaires si le candidat individuel ou le groupement souhaite présenter un sous-traitant (DC4 disponible sur http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics/) <u>Les candidats doivent fournir autant de formulaires DC4 qu'ils souhaitent présenter de sous-traitant.</u>
Chiffre d'affaires	Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du marché réalisé au cours des 3 derniers exercices disponibles. <u>En cas de groupement ou de sous-traitance, bien veiller à remettre un document par co-traitant ou sous-traitant.</u> *Les entreprises nouvellement créées peuvent justifier de leur capacité financière par tout autre moyen dont au minimum la fourniture d'une déclaration appropriée de banque.

Extrait KBIS	Extrait KBIS ou équivalent. <u>En cas de groupement ou de sous-traitance, bien veiller à remettre un document par co-traitant ou sous-traitant.</u>
Pouvoirs	Les documents relatifs aux pouvoirs des personnes habilitées à engager le candidat, si le signataire n'est pas le représentant légal. Le candidat doit veiller à ce que les pouvoirs soient en cours de validité et qu'ils ne soient pas limités au montant maximum du marché sur la durée maximum. <u>En cas de groupement ou de sous-traitance, bien veiller à remettre les documents pour chaque co-traitant ou sous-traitant.</u>
Attestation d'assurance RC	Attestation d'assurance responsabilité civile en cours de validité. <u>En cas de groupement ou de sous-traitance, bien veiller à remettre un document par co-traitant ou sous-traitant.</u>
Références des principales fournitures objet de l'accord-cadre	Liste des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique. <u>En cas de groupement ou de sous-traitance, bien veiller à identifier les prestations réalisées par un co-traitant ou un sous-traitant.</u>
Qualifications professionnelles	Les candidats retenus pour cette mission se présentent sous la forme d'une équipe pluridisciplinaire dotée des compétences juridiques, techniques et financières nécessaires à la réalisation des dossiers de consultation, à l'analyse des candidatures et des offres. <u>En cas de groupement ou de sous-traitance, bien veiller à identifier les prestations réalisées par un co-traitant ou un sous-traitant.</u>

Les candidats pourront utiliser le formulaire DUME (document unique de marché européen établi conformément au modèle fixé par le règlement de la Commission européenne).

Chacun des certificats précités pourra faire l'objet d'équivalence. Les entreprises étrangères pourront quant à elles fournir ceux délivrés par les organismes de leur état d'origine.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

NOTA : Si l'entité adjudicatrice constate que des pièces visées ci-dessus sont manquantes ou incomplètes, elle peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 10 jours. Les autres candidats qui ont la possibilité de compléter leur candidature, en seront informés dans le même délai.

III.3.2. Documents à produire au titre de l'offre

Le dossier « offre » contiendra les pièces suivantes :

- L'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes : à compléter et signer par les représentants qualifiés des entreprises ayant vocation à être titulaires du contrat ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P) ci-joint, à dater et signer ;
- Le Bordereau des Prix Unitaires ci-joint, à compléter et signer ;
- Un mémoire justificatif présentant :
 - > Les moyens humains et matériels affectés à la mission : structure et composition de l'équipe proposée, CV de tous les membres de l'équipe en regard des compétences attendues pour la mission ainsi que les références personnelles des personnes affectées à la mission, l'organisation et temps (jours-homme par qualité) affectés à la mission. L'équipe présentée sera contractuelle. L'absence de CV sera éliminatoire.
 - > La méthodologie : méthodologie envisagée par le candidat pour réaliser l'étude, planning, délais, calendrier avec mention de l'ordonnancement des tâches

Le dossier sera transmis au moyen d'un pli contenant les pièces de la candidature et de l'offre.

NOTA 2 : L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer au bénéfice de l'avance prévue au cahier des clauses administratives particulières, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

III.3.3. Variantes

Aucune variante n'est autorisée.

IV.RECOURS A D'AUTRES OPERATEURS ECONOMIQUES

IV.1. Opérateurs économiques invoqués à l'appui de la candidature

Les candidats ne disposant pas de toutes les capacités techniques, financières et économiques requises, peuvent faire appel à d'autres opérateurs économiques, sous réserve des restrictions éventuelles définies dans le CCAP concernant certaines tâches essentielles qui doivent être exécutées directement par le Titulaire.

Ils doivent alors, dès la candidature, préciser leur identité, leur adresse, adresse électronique, numéro de téléphone, télécopie, leur numéro SIRET et justifier pour ces opérateurs des mêmes capacités que celles qui leur sont demandées. Ils doivent également produire soit une lettre d'engagement de chacun d'eux soit les contrats par lesquels ils s'engagent à exécuter les prestations correspondantes.

IV.2. Dispositions concernant la sous-traitance

En cas de sous-traitants désignés au moment de la remise de l'offre, le soumissionnaire produira en annexe à l'acte d'engagement une déclaration de sous-traitance (formulaire DC4-2018.doc (live.com) accompagnée des pièces et renseignements mentionnés ci-dessous :

- Capacités professionnelles et financières du sous-traitant ;
- Déclaration sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il ne se trouve dans aucun des cas d'exclusion visés aux articles L 2141-1 à L 2141-11 du code de la commande publique et notamment qu'il est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.

La désignation des sous-traitants au fur et à mesure de l'exécution des bons de commande s'effectuera selon les modalités définies au CCAP.

En cas de sous-traitance envisagée au moment de la remise des offres, les soumissionnaires préciseront dans l'acte d'engagement pour chaque prestation qu'ils envisagent de sous-traiter en cours d'exécution du marché, son montant ainsi que le nom des entreprises pressenties et leurs qualifications.

V. DOCUMENTS JUSTIFICATIFS DE LA REGULARITE FISCALE ET SOCIALE

Les candidats devront produire dans un délai de 8 jours à compter de la demande adressée par le Maître d'ouvrage :

- Une déclaration sur l'honneur signée par la personne habilitée à engager l'entreprise, attestant que ses dirigeants et les personnes ayant pouvoir de l'engager dans le cadre de l'exécution du marché ne se trouvent pas dans un cas d'exclusion de la procédure de passation de marché mentionné aux articles L 2141-1 à L 2141- 5 et L. 2141-7 à L. 2141-11 du code de la commande publique,
- Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas des interdictions de soumissionner,
- La copie des décisions de justice prononcées dans le cadre d'un redressement judiciaire justifiant l'habilitation du soumissionnaire à poursuivre l'activité pendant la durée prévisible d'exécution du marché, si une telle procédure a été ouverte à son encontre.

Si le soumissionnaire ne dispose pas d'une carte professionnelle d'entrepreneur de travaux publics délivrée par la fédération nationale des travaux publics, il devra également fournir l'attestation de versement régulier des cotisations légales aux caisses qui assurent le service des congés payés et du chômage intempéries, délivrée par les caisses de congés payés compétentes pour les cotisations de congés payés et de chômage intempéries.

Lorsque, dans les conditions prévues à l'article L 114-10 du code des relations entre le public et l'administration, le Représentant du pouvoir adjudicateur ne peut obtenir auprès des administrations concernées les attestations de régularité fiscale, de régularité sociale et de vigilance, le certificat attestant de la régularité de la situation de l'employeur au regard de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés, la carte professionnelle d'entrepreneur de travaux publics le cas échéant, les attestations d'inscription au registre du commerce et des sociétés (ou des métiers), il en fait la demande au soumissionnaire retenu qui devra les lui fournir dans le même délai.

En cas de groupement, chacun des membres du groupement doit produire les documents précités.

En outre le mandataire devra produire un document signé par l'ensemble des membres du groupement, l'habilitant à les représenter et précisant les conditions de cette habilitation.

En outre si le marché est d'un montant égal ou supérieur à 5 000 euros HT, le candidat devra produire dans le même délai les pièces prévues aux articles D.8222-5 du code du travail (pour les candidats établis en France) et R 1263-12 du code du travail (en cas de détachement de salariés) et D.8222-7 du code du travail (pour les candidats établis à l'étranger) et D.8254-2 à D 8254-5 du code du travail pour les salariés étrangers.

Tous les documents produits doivent être rédigés en français.

Par ailleurs, pendant toute la durée d'exécution du marché, le titulaire devra produire les documents et satisfaire l'ensemble des obligations définies dans le CCAP au titre de lutte contre le travail dissimulé.

VI.CONDITIONS DE TRANSMISSION DES PLIS ET SECURISATION DE LA PROCEDURE

Conformément à l'Article R2132.7 du Code de la Commande Publique, les communications et les échanges d'informations ont lieu par voie électronique.

Néanmoins, les candidats et soumissionnaires qui transmettent leurs documents par voie électronique peuvent adresser à l'acheteur, sur support papier ou sur support physique électronique, une copie de sauvegarde de ces documents (l'Article R2132.11 du Code de la Commande Publique).

Le soumissionnaire transmet son offre en une seule fois. Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même soumissionnaire, seule est ouverte la dernière offre reçue par l'acheteur dans le délai fixé pour la remise des offres.

VI.1. Transmission électronique

La transmission des offres par message électronique (mail) n'est pas autorisée.

Les plis seront adressés par voie électronique à l'adresse suivante : www.marches-securises.fr

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

Chaque pièce pour laquelle une signature est exigée doit faire l'objet d'une signature électronique individuelle et conforme au format XAdES, CAdES ou PAdES. La seule signature électronique du pli n'emporte pas valeur d'engagement du candidat.

Le niveau de sécurité requis pour le certificat de signature électronique est le Niveau (**) du RGS. Les certificats RGS (Référentiel Général de Sécurité) sont référencés dans une liste de confiance française (<http://references.modernisation.gouv.fr>) ou dans une liste de confiance d'un autre Etat-membre de l'Union européenne.

Toutefois, le candidat est libre d'utiliser le certificat de son choix si celui-ci est conforme aux obligations minimales résultant du RGS. Dans ce cas, il doit transmettre tous les éléments nécessaires à la vérification de cette conformité.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé. Dans ces conditions, il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un anti-virus avant envoi.

Les documents transmis par voie électronique pourront être re-matérialisés après l'ouverture des plis. Les candidats sont informés que l'attribution du marché pourra donner lieu à la signature manuscrite du marché papier.

VI.2. Transmission d'une copie de sauvegarde

Le pli peut être accompagné d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique ou sur support papier.

Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée :

Copie de sauvegarde relative à l'offre :

SUIVI DU MILIEU RECEPTEUR SITUE DANS L'AIRE D'INFLUENCE DU REJET DE L'EFFLUENT. STATION D'EPURATION INTERCOMMUNALE DE PARDIGON - COMMUNES DE CAVALAIRE-SUR-MER ET DE LA CROIX-VALMER

NE PAS OUVRIR

Ce pli devra être remis contre récépissé ou, s'il est envoyé par la poste par pli recommandé avec avis de réception postal, parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

Adresse :

SIVOM LITTORAL DES MAURES

145 chemin des Essarts - 83240 CAVALAIRE SUR MER

Horaires d'ouverture :

- > Lundi : de 8h30 à 17h00 (sans interruption)
- > Mardi : de 8h30 à 17h00 (sans interruption)
- > Mercredi : de 8h30 à 12h30 et de 14h00 à 17h00
- > Jeudi : de 8h30 à 17h00 (sans interruption)
- > Vendredi : de 8h30 à 12h00

Les plis qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites précitées ainsi que remis sous enveloppe non cachetée, ne seront pas retenus.

Le pli précité doit contenir respectivement dans une seule enveloppe, les **Pièces de la candidature** et les **Pièces de l'offre** dont le contenu est défini au présent règlement de la consultation.

VII. EXAMEN DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES

La présente procédure est ouverte. Elle se déroule en une phase unique qui consistera en l'analyse des candidatures puis en l'analyse et la sélection des offres.

Le Maître d'ouvrage peut décider d'examiner les offres avant les candidatures.

VII.1. Critères d'attribution

La sélection des candidatures et le jugement des offres seront effectués dans le respect des principes fondamentaux de la commande publique.

Le choix de l'attributaire est fondé sur l'offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération sous forme de pourcentages.

Les offres sont rejetées sans être classées dans les cas suivants :	
Offre hors délai	Lorsque le pli est reçu par l'acheteur après la date et l'heure limite fixées dans la consultation.
Offre anormalement basse	Le prix est manifestement sous-évalué, de nature à compromettre la bonne exécution du contrat, et le fournisseur n'apporte pas de justification du prix après demande de l'acheteur, notamment au regard du mode de fabrication, de la solution technique, de l'originalité, de la réglementation applicable ou d'une aide d'Etat.
Offre inappropriée	L'offre est sans rapport avec les besoins ou exigences exprimés par l'acheteur.
Offre irrégulière	L'offre ne respecte pas les exigences formulées pour la consultation, est incomplète ou méconnaît la législation applicable en matière sociale ou environnementale, malgré une éventuelle demande de régularisation et négociation par l'acheteur.
Offre inacceptable	Le prix excède les crédits budgétaires alloués par l'acheteur au contrat malgré une éventuelle demande négociation.

VII.2. Sélection et vérification des candidatures

Les candidatures sont analysées et sélectionnées en fonction de la complétude des documents demandés et des informations listées à l'article 3 « contenu et modalités de consultation du dossier » du présent document.

En application de l'article R2144-2, si des pièces ou informations dont la présentation était réclamée au titre de la candidature sont absentes ou incomplètes, l'entité adjudicatrice pourra demander à tous les candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai approprié et identique pour tous.

Les candidatures qui ne présentent manifestement pas les capacités professionnelles, techniques et financières suffisantes seront éliminées.

VII.3. Jugement des offres et attribution du marché

EVALUATION DES PROPOSITIONS TECHNIQUES

Pour la notation technique, les critères ci-après seront pris en compte :

- Expérience spécifique du Consultant applicable à la mission
- Adéquation de la méthodologie et de l'organisation des prestations proposés aux Termes de référence
- Adéquation des moyens humains

Les critères, sous-critères d'évaluation, et leurs poids respectifs sont les suivants :

VII.3.1. Critère 1 : Références pertinentes pour la mission (10 points)

Le candidat doit présenter dans son offre, uniquement ses références sur deux (02) projets pertinents d'études ou de suivi écologique de même nature et complexité acquises au cours des cinq (5) dernières années à compter de 2020 (**chaque projet sera noté sur 5 points**).

NB 1 : Le consultant fournira pour chaque projet d'étude ou de suivi écologique, l'attestation de bonne exécution délivrée par le Maître d'ouvrage.

NB 2 : En cas de groupement, le chef de file devra proposer au moins un (01) projet présenté sous peine de se voir attribuer une note nulle.

VII.3.2. Critère 2 : Adéquation des méthodologies et de l'organisation des prestations (40 points) :

Il permet de juger l'adéquation entre la méthodologie et le CCTP.

Ce critère est décomposé de la manière suivante :

- > Adéquation de l'organisation administrative de l'exécution des prestations **(5 points)**
- > Adéquation et cohérence de la méthodologie technique de réalisation des « tâches » **(15 points)**
- > Adéquation et cohérence de la méthodologie d'analyse des résultats et d'interprétation des données **(12 points)**
- > Modalités et formalisation de la présentation des résultats / interprétations **(5 points)**

- > Pertinence et cohérence des délais et temps passés appréciées sur la base d'un planning d'organisation des tâches de la 1ère année d'exécution **(3 points)**

VII.3.3. Critère 3 : Adéquation des moyens humains (20 points)

Adéquation des moyens humains retenus pour la réalisation des prestations appréciée à l'aide des 2 points suivants :

- > Dimensionnement et qualité de l'équipe retenue adaptée aux besoins et aux contraintes des missions listées au cahier des charges **(12 points)** ;
- > Cohérence de l'organisation et des rôles des différents intervenants pour chacune des missions **(8 points)**.

Chaque campagne de terrain devra être placée sous la direction d'un expert en océanographie biologie. Lors d'une intervention en plongée, chaque palanquée devra comporter un expert en océanographie biologie.

Total des points pour les trois critères : 70 points

La proposition technique dont la note est la plus élevée (Tm) se verra attribuer la note technique finale maximale de 70.

EVALUATION COMBINEE DE LA QUALITE ET DU COUT

La Proposition financière dont le prix évalué est le moins élevé (Pm) se verra attribuer la note de prix (Np) maximale de 30.

La note de prix des autres propositions sera calculée par la formule ci-après :

$$Note\ prix = \frac{[Montant\ de\ l'offre\ la\ moins\ cher * 30]}{(Montant\ de\ l'offre\ de\ l'entreprise\ «\ X\ »)}$$

NOTATION GLOBALE

Les pondérations attribuées respectivement à la Proposition technique (T) et à la Proposition financière (F) sont :

Critères	Notation
Valeur technique appréciée au vu du mémoire technique fourni par l'entreprise (T)	70 points
Prix apprécié au vu des documents financiers fournies par l'entreprise (F)	30 points

Les propositions sont classées en fonction de leur note technique finale (Ntf) et de prix (Np) combinées en utilisant les notations (T = la notation attribuée à la Proposition technique ; F = la notation attribuée à la Proposition financière ; T + F = 100) comme suit :

$$N = Nt + Np$$

Le montant de l'offre est valorisé par référence au détail estimatif non contractuel joint au présent dossier. Sur cette base, les prix issus du bordereau des prix de chaque soumissionnaire seront appliqués aux quantités définies dans le détail estimatif non contractuel, le résultat déterminant le montant de l'offre pris en compte dans le calcul de la note prix.

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

S'il décide d'avoir recours à la faculté de négocier, le pouvoir adjudicateur négociera avec les 3 premiers candidats ayant remis une offre.

La négociation se déroulera sous forme d'échange de courriers (fax, lettre...) ou de rendez-vous individuel entre les prestataires et le SIVOM du Littoral des Maures (avec rédaction de rapport de négociation et proposition d'une nouvelle offre négociée).

Un classement final sera enfin établi sur la base des critères de sélection des offres indiqués ci-dessus. Lors de l'examen des offres, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de se faire communiquer les décompositions ou sous détails des prix, ayant servis à l'élaboration des prix, qu'elle estimera nécessaires et de négocier les prix des prestations avec les candidats qu'elle aura sélectionnés.

La négociation peut porter sur :

- Les aspects techniques sans dénaturer de façon substantielle l'objet du contrat ;
- Le prix ;
- Les délais.

Toutefois, conformément à l'Article R2123-5 du Code de la Commande Publique, l'acheteur se réserve la possibilité d'attribuer le marché public sur la base des offres initiales sans négociation.

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations réglementaires.

L'acheteur public peut en accord avec le soumissionnaire retenu procéder à une mise au point des composantes de l'accord-cadre sans que ces modifications puissent remettre en cause les caractéristiques substantielles notamment financières de l'offre ni le classement des offres.

ATTRIBUTION DU MARCHÉ

Le marché ne peut être attribué au candidat retenu que sous réserve que celui-ci produise dans un délai de 10 jours francs à compter de la date de réception de la demande de l'entité adjudicatrice les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prévus aux articles 2144-3 et 2144-4 du Code de la Commande Publique.

Si le candidat retenu ne peut produire les certificats et autorisation précités dans le délai fixé par l'entité adjudicatrice, son offre est rejetée. Dans ce cas, l'élimination du candidat est prononcée par l'entité adjudicatrice.

L'entité adjudicatrice présente la même demande au candidat suivant dans le classement des offres.

A tout moment l'entité adjudicatrice peut mettre fin à la procédure pour des motifs d'intérêt général.

VIII. SIGNATURE DU MARCHE

Le marché sera signé électroniquement par le Maître d'ouvrage et le Titulaire qui devra disposer d'un certificat de signature électronique répondant aux exigences de l'arrêté du 12/04/2018 relatif à la signature électronique dans la commande publique.

IX. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

IX.1. Renseignements administratifs et techniques

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats pourront transmettre leur demande par écrite par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : www.marches-securises.fr.

Les demandes pourront être adressées à l'acheteur public au plus tard 10 jours avant la date de remise des offres.

IX.2. Traitement des données personnelles

La participation à la consultation emporte acceptation des candidats concernant le traitement des données personnelles les concernant figurant dans leur dossier de candidature et d'offre.

Les candidats s'engagent à obtenir la même acceptation pour le traitement des données personnelles de tous les intervenants pour leur compte désignés dans le cadre de la présente consultation.

Ces données personnelles sont définies à l'article 4 du règlement de l'Union européenne 2016/679 du 27/04/2016.

Pour garantir la protection des données personnelles, le Maître d'ouvrage s'engage à :

- Ne pas traiter, utiliser ni divulguer ces données personnelles à d'autres fins que celles nécessaires à la procédure de consultation, à l'exception des données personnelles concernant l'attributaire qui sont nécessaires à la conclusion du marché et à son exécution,
- Prendre toute mesure de sécurité notamment matérielle pour assurer la conservation et l'intégrité des données personnelles traitées, pendant la durée d'archivage réglementaire,
- Procéder au terme de ce délai à la destruction de tous les fichiers manuels ou informatisés stockant des données personnelles.